

**Contre la casse des droits des travailleurs-euses,
Contre la casse des services publics,
Contre la casse de la protection sociale,**

RÉSISTANCE !

En additionnant abstention, votes blancs et nuls, et enfin électeurs non inscrits et mal inscrits, on constate que c'est moins de 34 % des électeurs qui se sont exprimés, et seulement 15 % des électeurs qui ont permis à la république en marche de s'approprier 306 sièges à l'assemblée (53%).

Ce gouvernement n'est pas légitime ! La majorité des Français n'adhère pas au programme de Macron.

La loi travail : c'est toujours NON !!!

Après nous avoir imposé à coup de 49.3 la première loi travail, on nous promet une nouvelle loi travail qui va encore plus loin dans la casse du code du travail :

- Créer un « code du travail par entreprise » !
- Permettre aux entreprises de licencier sans plan social
- Permettre le travail de nuit sans limites
- Permettre à une entreprise florissante à l'étranger de licencier sur le territoire français : simplifier les délocalisations....
- Permettre de rompre des CDD
- Permettre le licenciement de salarié-e-s qui refusent un changement dans leur contrat de travail

Mais c'est aussi étendre la priorité aux accords d'entreprise, et réduire le pouvoir des salarié-e-s et des syndicats, notamment en fusionnant les instances représentatives du personnel et en permettant à l'entreprise de contourner les syndicats pour organiser des référendums.

**Macron entend passer son projet de loi Travail XXL par ordonnances.
En faisant cela, et alors qu'il a la majorité à l'Assemblée, quel débat veut-il éviter avec les Français ?**

La casse du service public : c'est toujours non !!!

120 000 postes de fonctionnaires supprimés dans ces secteurs :

Service social, inspection du travail, Éducation, Hôpitaux, Poste, CAF, transports, école,...

Ne baissons pas la tête : refusons la casse de nos services publics en organisant la riposte sociale !!!

La casse de l'édifice social : c'est toujours non !!!

Par nos luttes et notre volonté, nous avons édifié un système social cohérent qui mérite d'être consolidé. Au lieu de cela, Macron entreprend de le détruire et s'attaque à notre sécurité sociale, à la prise en charge des chômeurs/ses et des retraité-e-s par les actifs. Flexisécurité, privatisation et fonds de pension ne remplaceront jamais la solidarité et la logique de répartition. Notre exigence : le maintien d'un système de protection sociale par répartition !

La pérennisation de l'état d'urgence : c'est toujours non !!!

Macron veut renforcer l'arsenal des mesures administratives garantissant le contrôle de nos frontières et la sécurisation des grands événements, c'est surtout durcir la répression pénale qui frappe déjà les militants (syndicalistes ou non), les migrants, les habitants des quartiers populaires...

Nous ne voulons plus d'un état répressif, violent et raciste !
Nous refusons la criminalisation et la répression des militants.

